



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 7 novembre 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Covid : les cas de contamination au plus haut depuis le confinement de Shanghai, rumeurs d'ouverture, annonce de mesures d'assouplissement marginales, notamment pour les arrivées de l'étranger

Inflation : en octobre, la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) ralentit à +2,1 % en g.a., la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) enregistre sa première contraction depuis 2020 à -1,3 % en g.a.

Crédit et masse monétaire : baisse marquée de la croissance des nouveaux prêts bancaires en octobre, au-delà des prévisions du marché

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3 052 Mds USD en octobre, en hausse de 0,77 % en glissement mensuel

Banque et finance [\(ici\)](#)

Résultats d'entreprises : les sociétés cotées en Chine maintiennent leur croissance sur les trois premiers trimestres de 2022

Flux de capitaux : les actions chinoises enregistrent des sorties importantes sur les actions

Marché boursier : une semaine de baisse mais un fort rebond vendredi en fin de journée

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Commerce extérieur : important excédent commercial du fait de la stagnation des importations

Commerce bilatéral : hausse du déficit bilatéral sur les neuf premiers mois 2022

Relations Chine-Canada : le gouvernement canadien ordonne à trois sociétés chinoises de se départir de leurs investissements dans des mines de lithium

ALE : la Chine et le Salvador envisagent un potentiel accord de libre-échange

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Automobile : Renault et Geely s'associent dans le cadre d'une joint-venture mondiale sur la motorisation thermique

Cybersécurité : dans son édition 2022 du Digital Defense Report, Microsoft affirme que les cybercapacités offensives de la Chine se sont améliorées

Semi-conducteurs : l'Allemagne bloque le rachat de deux entreprises par des investisseurs chinois, tandis que la Chine pourrait bloquer deux fusions d'entreprises étrangères dans le secteur

Gouvernance cyber : la Chine publie un livre blanc sur la création d'une « communauté de destin partagé dans le cyberspace », également thème central de la World Internet Conference de Wuzhen

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Industrie aéronautique : COMAC annonce une commande de 300 C919 lors de la 14e édition du Salon aéronautique de Zhuhai, marquée par les restrictions sanitaires

Environnement : CoP14 Ramsar sur les zones humides : discours de Xi Jinping, « Déclaration de Wuhan » et incident de traduction

Climat : lors de la CoP 27, la Chine réaffirme ses engagements climatiques

Energie : exclusion des ressources fossiles utilisées comme matières premières du système de contrôle de consommation d'énergie

Ville durable : troisième séminaire du club ville durable à Shanghai sur le thème de la résilience urbaine

Industrie : publication du plan d'atteinte du pic de carbone pour les matériaux de construction

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : 5^{ème} Foire internationale des importations de Chine (CIIE)

Shanghai : création d'une alliance industrielle pour la construction d'une ville à faible émission de carbone

Shanghai : nouvelles mesures pour améliorer l'environnement des affaires

Anhui : zone nationale de démonstration pour la supervision des places de marché en ligne à Hefei

Delta du Yangsté : point sur l'intégration du delta du Yangsté

Hong Kong [\(ici\)](#)

Secteur de la santé : Sanofi signe un partenariat de recherche avec la société hongkongaise de biotechnologie Insilico

Fintech : le régulateur hongkongais accorde une nouvelle licence d'exploitation de plateforme d'échange d'actifs virtuels pour la première fois depuis 2020

Covid-19 : les personnes arrivant à Hong Kong depuis l'étranger pourront se rendre dans les musées et parcs d'attractions dès leur arrivée sur le territoire à compter du 17 novembre

Taiwan [\(ici\)](#)

Investissement : Taiwan développe sa relation avec les pays d'Europe centrale et occidentale

Réserves de change : léger rebondissement en octobre 2022

Commerce extérieur : visite à Taiwan du ministre d'Etat britannique à la politique commerciale

Commerce extérieur : 1ère réunion dans le cadre de la nouvelle initiative commerciale entre Taiwan et les Etats-Unis

Relation économique inter détroit : forum sur le développement de l'économie numérique et bas carbone au Hunan

Chine continentale

Conjoncture

Covid : les cas de contamination au plus haut depuis le confinement de Shanghai, rumeurs d'ouverture, annonce de mesures d'assouplissement marginales, notamment pour les arrivées de l'étranger

La Chine fait face à une recrudescence épidémique au plus haut depuis le mois de mars, avec 10 729 cas déclarés le 10 novembre (en augmentation par rapport aux 9 005 cas de la veille), dont plus de 100 pour Pékin et plus de 2500 pour Canton, ville dans laquelle le confinement du quartier de Haizhu a été prolongé officiellement jusqu'au 13 novembre.

Depuis la semaine dernière, plusieurs rumeurs ont fait état de discussions sur les mesures liées à la politique 0 Covid. Le soutien « indéfectible » à la politique 0-Covid a toutefois été réaffirmé lors de la réunion du nouveau Comité permanent du bureau politique du Parti communiste le 10 novembre.

Vendredi 11 novembre, des mesures d'assouplissement ont été annoncées par la Commission Nationale de Santé, notamment pour les arrivées depuis l'étranger avec la réduction de durée de quarantaine (5 jours de quarantaine centralisée et 3 jours à domicile, au lieu de 7 jours centralisés et 3 jours à domicile), ainsi que la fin du système dit de « *circuit breaker* » qui consistait à suspendre les liaisons aériennes en fonction des passagers rapportés comme ayant été testés positifs à l'arrivée. Ce mécanisme a été dénoncé de longue date par la France pour son caractère opaque, injuste et foncièrement contraire à l'accord bilatéral sur les services aérien. Enfin, le nombre de tests PCR préalables à l'embarquement a été réduit à un (au lieu de deux) et le seuil de sensibilité des tests réalisés à l'arrivée a finalement été harmonisé (CT 35) après plusieurs mois d'application hétérogène selon les localités (Pékin utilisant le seuil international de CT 35, Shanghai et Tianjin s'en tenant à une sensibilité supérieure de CT40).

Inflation : en octobre, la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) ralentit à +2,1 % en g.a., la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) enregistre sa première contraction depuis 2020 à - 1,3 % en g.a.

Selon le Bureau National des Statistiques (NBS), la croissance de l'IPC retombe à +2,1 % en g.a. en octobre (contre +2,8 % en g.a. au mois septembre). Ce ralentissement s'explique principalement par l'évolution des prix alimentaires (+7,0 % en g.a. en octobre contre +8,8 % en septembre). En glissement mensuel, la croissance de l'IPC fléchit également à +0,1 % (contre +0,3 % en g.m. en septembre), notamment en raison de la contraction des prix des légumes (-4,5 % en g.m.) et des fruits (-1,6 % en g.m.). Par contre, la croissance des prix du porc continue de grimper à +9,4 % en g.m. en octobre (contre +5,4 % en g.m. en septembre). L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et alimentaires) reste inchangée à +0,6 % en octobre.

Par ailleurs, en octobre, l'IPP enregistre sa première contraction depuis 2020 après 9 mois de décélération, à - 1,3 % en g.a., principalement en raison de l'effet de base. Pour mémoire, l'IPP a augmenté au rythme le plus rapide en 13 ans l'année dernière en raison de la hausse des coûts des matières premières, la contraction en

glissement annuel s'explique ainsi notamment par l'industrie de la fonte et du laminage des métaux ferreux (- 21,1 % en g.a. en octobre) et l'industrie extractive du charbon (-16,5 % en g.a.). En revanche, en glissement mensuel, l'IPP rebondit de +0,2 % en octobre (contre -0,1 % en septembre), en raison de la demande croissante sur la consommation du charbon pour l'hiver (le prix à la production de l'industrie extractive du charbon augmente de +3,0 % en g.m.).

Crédit et masse monétaire : baisse marquée de la croissance des nouveaux prêts bancaires en octobre, au-delà des prévisions du marché

La croissance de l'encours de [financement de l'économie](#) (« *Total social financing* », *TSF*) ralentit légèrement à +10,3 % en g.a. en octobre (contre +10,6 % en g.a. en septembre), cet encours s'établissant à 341 420 Mds RMB. Cette évolution est principalement due au léger ralentissement de la croissance du composant principal (qui représente 61,5 % du total) - l'encours des crédits bancaires à +10,9 % en g.a. (contre +11,1 % en g.a. en septembre), celui-ci s'établissant à 209 840 Mds RMB. La croissance de l'encours des obligations gouvernementales diminue, à 16 % en g.a. (contre 16,9 % en septembre), et celle de l'encours des obligations d'entreprises augmente très légèrement, à 7,8 % (contre 7,7 % le mois précédent).

Dans le détail, les banques ont accordé 615 Mds RMB de nouveaux prêts en yuans en octobre (contre +2 470 Mds RMB en septembre). Concrètement :

- i) Les crédits bancaires aux entreprises à court terme diminuent de 184 Mds RMB (contre une hausse de 657 Mds RMB en septembre), alors que ceux à moyen et long terme augmentent de 462 Mds RMB (contre une hausse de 1349 Mds RMB le mois précédent).
- ii) Les nouveaux crédits bancaires aux ménages à moyen et long terme (notamment les prêts hypothécaires) augmentent de 33 Mds RMB en octobre (contre +346 Mds RMB en septembre), mais restent encore au niveau faible par rapport à la même période de l'année précédente (+422 Mds RMB en octobre 2021).

En octobre, l'agrégat de masse monétaire M2 croît de 11,8 % en g.a. (contre 12,1 % en septembre) et l'agrégat M1 de 5,8 % (contre 6,4 % en septembre). Ce ralentissement est alimenté notamment par la diminution des dépôts des ménages, à - 510 Mds RMB en octobre (contre une hausse de 2 389 Mds RMB en septembre).

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3 052 Mds USD en octobre, en hausse de 0,77 % en glissement mensuel

Selon la [State Administration of Foreign Exchange \(SAFE\)](#), les réserves de change rebondissent légèrement à 3 052 Mds USD en octobre, en augmentation mensuelle de 23,5 Mds USD par rapport à fin septembre (+0,77 % en g.m.), mais restant encore à leur niveau le plus bas depuis 2018.

Les évolutions des réserves sont dues à des facteurs transactionnels (le commerce international, les investissements en actions et en obligations transfrontaliers, etc) ainsi qu'à des facteurs non transactionnels tels que le taux de change (qui agit sur la valeur du portefeuille d'actifs dans lequel les réserves sont investies). En l'espèce, d'après la SAFE, l'augmentation s'explique principalement par l'appréciation des actifs libellés en autres

devises que le dollar, alimentée par la relative dépréciation du dollar. En effet, alors que l'indice du dollar (DXY) s'abaisse de 0,5 % en octobre (relativement à un panier de devises), la livre et l'euro s'apprécient respectivement de 2,7 % et 0,8 % vis-à-vis du dollar. En revanche, s'agissant des facteurs transactionnels, la croissance de l'exportation enregistre la première contraction de -0,3 % en g.a. en octobre depuis deux ans. Par ailleurs, les ventes nettes d'actions en Chine continentale via le programme *Hong Kong Stock Connect* en octobre atteignent 57,3 Mds RMB. Les données relatives aux obligations chinoises détenues par les investisseurs non-résidents en octobre ne sont pas encore publiées à ce jour.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Résultats d'entreprises : les sociétés cotées en Chine maintiennent leur croissance sur les trois premiers trimestres de 2022

Selon un article publié le 31 octobre 2022 par la CAPCO (China Association for Public Companies), les 4945 sociétés cotées en bourse à Shanghai, Shenzhen et Pékin ont réalisé sur les trois premiers trimestres de 2022 un chiffre d'affaires de 52 370 Mds CNY (+8,51 % en g.a., équivalent à 60,18 % du PIB, soit 7 200 Mds EUR) et un bénéfice net de 4 750 Mds CNY (+2,46 % en g.a., 654 Mds EUR). Le taux de croissance du chiffre d'affaires des sociétés non financières (+9 % en g.a.) est supérieur à celui des sociétés financières (-3 %). Parmi ces dernières, le chiffre d'affaires des 42 banques cotées en bourse est de 4500 Mds CNY (+3 % en g.a.) et celui des 41 sociétés de valeurs mobilières de 371 Mds CNY (-21 % en g.a.) au cours des trois premiers trimestres. Le BSE (Beijing Stock Exchange) est meilleur en termes de croissance du CA (+35 % en g.a.) et le STAR Market pour le bénéfice (+24 % en g.a.).

Les entreprises publiques non-financières réalisent la meilleure performance. Les 409 sociétés cotées détenues à plus de 50% par l'Etat central ont réalisé un CA de 18 190 Mds CNY (+13,24 % en g.a.) et un bénéfice de 1 090 Mds CNY (+7,53 % en g.a.). Du point de vue sectoriel, certains secteurs tels que l'électricité, l'énergie thermodynamique, la production et la fourniture de gaz et d'eau, les ventes de gros et de détail vu leurs bénéfices croître de plus de 40% en g.a. pour le 3ème trimestre. Certains autres secteurs qui ont été touchés par la politique 0-Covid tels que l'hôtellerie et la restauration, l'agriculture, la foresterie, l'élevage et la pêche ont enregistré des bénéfices. Les secteurs émergents tels que le photovoltaïque, la batterie électrique et le véhicule à énergie nouvelle ont été particulièrement performants. Tianqi Lithium et CATL (Contemporary Amperex Technology Co., Ltd) ont réalisé des CA de +536 % en g.a. et +187 % en g.a. respectivement pour les trois premiers trimestres et des bénéfices nets de +2705 % en g.a. et +115% en g.a. Enfin, l'immobilier et les industries connexes se trouvent toujours dans un « état stagnant » (sans plus de précisions apportées).

Flux de capitaux : les actions chinoises enregistrent des sorties importantes sur les actions

En octobre, les investisseurs étrangers se sont détournés des marchés financiers chinois, à l'inverse de la dynamique observée sur le mois dans les autres marchés émergents. D'après les [données](#) de l'Institute of International Finance (IIF), la Chine a ainsi enregistré des sorties nettes de 8,8 Mds USD d'investissements de portefeuille en octobre (contre 1,4 Mds USD de sorties en septembre), alors que l'ensemble des marchés émergents enregistrent des entrées nettes de 9,2 Mds USD (avec donc des entrées nettes de 18 Mds pour les marchés émergents hors-Chine).

Dans le détail, les marchés actions enregistrent des retraits à hauteur de 7,6 Mds USD, en nette hausse par rapport au mois précédent (-0,7 Mds USD), et supérieur au niveau enregistré en mars. Les marchés actions chinois avaient notamment connu des sorties de capitaux d'ampleur au lendemain de la clôture du XXème Congrès du Parti Communiste ([voir les Brèves du SER de Pékin du 24 octobre 2022](#)).

Les désinvestissements sur le marché obligataire atteignent 1,2 Mds USD, en diminution par rapport au mois précédent (-1,4 Mds USD).

Marché boursier : une semaine de baisse mais un fort rebond vendredi en fin de journée

Après une semaine de baisse, traduisant les attentes jusqu'ici déçues de remise en cause de la politique 0-Covid (voir brèves de la semaine dernière), les marchés boursiers chinois ont fortement rebondi ce vendredi (avec par exemple + 2,8 % pour le CSI 300 sur la journée) à la suite des ajustement effectifs -quoique marginaux- apportés à la politique 0 Covid. La capitalisation des principales places est quasi constante en glissement hebdomadaire, à l'exception de celles orientées sur les entreprises innovantes (ChiNext : -1,9 % ; STAR Market 50 : -4,6 %).

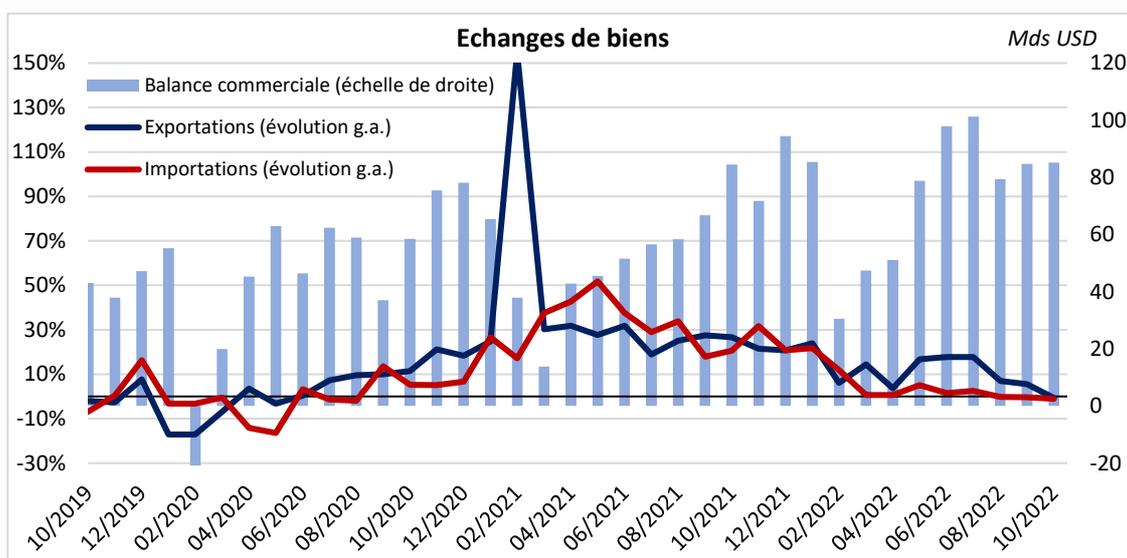
	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
Le 11 novembre	2,8%	1,7%	2,1%	2,0%	0,0%
Entre le 7 et le 11 novembre	0,6%	0,5%	-0,4%	-1,9%	-4,6%
Depuis le 1er novembre	8,0%	6,7%	7,1%	6,2%	1,3%
Depuis le 1er janvier 2022	-23,3%	-15,2%	-25,0%	-27,6%	-26,8%

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Commerce extérieur : important excédent commercial du fait de la stagnation des importations (source : douanes chinoises)

- **-0,6 % en g.a. à 298,4 Mds USD pour les exportations de biens en octobre** dans le contexte de la dégradation de la conjoncture internationale, soit la première baisse mensuelle depuis mai 2020. Les exportations sont restées dynamiques vers l'ASEAN (+20,3 % à 48,9 Mds USD), le Japon (+3,8 % à 14,8 Mds USD), la Corée du Sud (+7,0 % à 14,2 Mds USD), et la Russie (+34,6 % à 7,4 Mds USD) mais ont chuté vers les Etats-Unis (-12,6 % à 47,0 Mds USD), l'UE (-9,0 % à 44,1 Mds USD) - du fait d'une baisse des exportations vers l'Allemagne (-10,9 % à 9,2 Mds USD) et la France (-28,2 % à 3,2 Mds USD) - et Hong Kong (-13,4 % à 26,3 Mds USD). La croissance des exportations de produits agroalimentaires (+10,1 % à 8,3 Mds USD) et de voitures (+89,2 % à 7,1 Mds USD) n'a pas compensé la baisse des exportations de produits mécaniques et électriques (-0,7 % à 177,1 Mds USD ; -2,4 % à 13,4 Mds USD pour les semi-conducteurs) et de produits technologiques (-7,6 % à 82,4 Mds USD).
- **-1,1 % en g.a. à 213,2 Mds USD pour les importations de biens en octobre**, après -0,4 % en septembre et -0,2 % en août, dans le contexte de la multiplication de confinements partiels à travers le pays. Les importations ont enregistré une croissance en provenance de l'ASEAN (+4,6 % à 33,3 Mds USD) - du fait d'une hausse des importations en provenance de Malaisie (+13,1 % à 8,4 Mds USD) et d'Indonésie (+13,1 % à 6,8 Mds USD) - et de la Russie (+36,0 % à 10,2 Mds USD). Elles ont baissé en provenance de l'UE (-5,1 % à 21,4 Mds USD) - du fait de la baisse des importations en provenance de France (-4,7 % à 2,9 Mds USD) et d'Italie (-20,0 % à 1,8 Mds USD) -, de Taiwan (-4,6 % à 19,4 Mds USD), de Corée du Sud (-13,9 % à 15,7 Mds USD), et des Etats-Unis (-1,5 % à 12,8 Mds USD). La baisse des importations a été contenue par la hausse, en valeur, des achats de matières premières : +43,8 % à 29,8 Mds USD pour les importations de pétrole brut, dont le prix est passé de 549 USD/tonne à 692 USD/tonne en un an ; +11,0 % à 17,0 Mds USD pour les biens agroalimentaires. Les importations de produits électriques et mécaniques (-7,1 % à 84,2 Mds USD) et de produits *high-tech* (-11,0 % à 61,2 Mds USD) sont toutefois en baisse.
- **L'excédent commercial chinois s'est élevé à 85,1 Mds USD en octobre** (84,5 Mds USD un an plus tôt). Sur les dix premiers mois 2022, il a atteint 741,7 Mds USD (dépassant ainsi largement le record de 523,2 Mds USD enregistré sur la même période en 2021).
- **Le commerce bilatéral avec la Russie est en forte hausse.** La tendance de la hausse des importations en provenance de Russie (+36,0 % en g.a. à 10,2 Mds USD en octobre) n'est pas exclusivement liée à la hausse des prix de l'énergie et reflète depuis le mois de mai une augmentation des importations chinoises en volume. Après avoir chuté entre mars et juin, les exportations chinoises vers la Russie ont quant à elles largement augmenté en juillet (+22,2 % en g.a.), août (+26,5 %), septembre (+21,2 %), et octobre (+34,6 % à 7,4 Mds USD). *Les chiffres par type de biens pour octobre paraîtront prochainement.*



Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-octobre 2022 (source : douanes chinoises)

	Montant (Md\$)	Evolution en g.a. (valeur USD)
Echanges totaux	5 264,1	+7,9 %
Exportations chinoises	3 002,9	+11,1 %
Importations chinoises	2 179,00	+3,8 %
Balance commerciale	741,7	augmentation de la balance commerciale de 218,5 Md\$

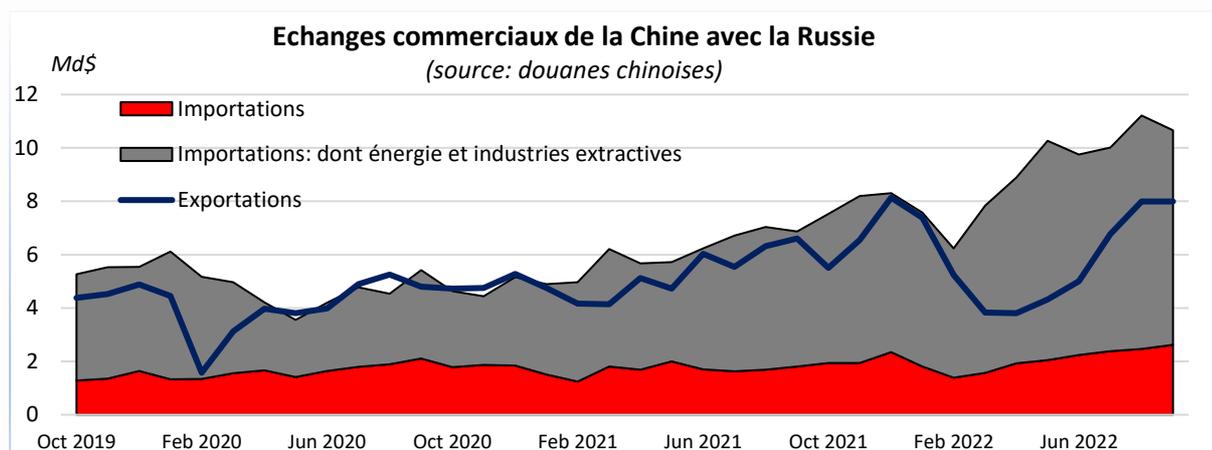
Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-octobre 2022 (source : douanes chinoises)

Fournisseur	Montant (Md\$)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	334,5	14,8	+5,8 %
Union européenne	238,7	10,6	-6,4 %
<i>dont Allemagne</i>	93,3	4,1	-5,6 %
<i>dont France</i>	28,7	1,3	-10,0 %
Taiwan	203,6	9,0	+0,4 %
Corée du Sud	170,4	7,5	-1,6 %
Japon	156,0	6,9	-8,1 %
États-Unis	145,3	6,4	+0,5 %
Australie	117,9	5,2	-14,4 %
Russie	92,7	4,1	+49,9 %

Principaux clients de la Chine sur la période janvier-octobre 2022 (source : douanes chinoises)

Client	Montant (Md\$)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
États-Unis	495,4	16,5	+6,4 %
Union européenne	473,1	15,8	+13,8 %
dont Allemagne	98,1	3,3	6,4 %
dont France	38,8	1,3	3,7 %
ASEAN	467,3	15,6	+21,0 %
Hong Kong	246,2	8,2	-11,3 %
Japon	144,5	4,8	+6,3 %
Corée du Sud	137,6	4,6	+13,8 %
Russie	59,7	2,0	+12,9 %

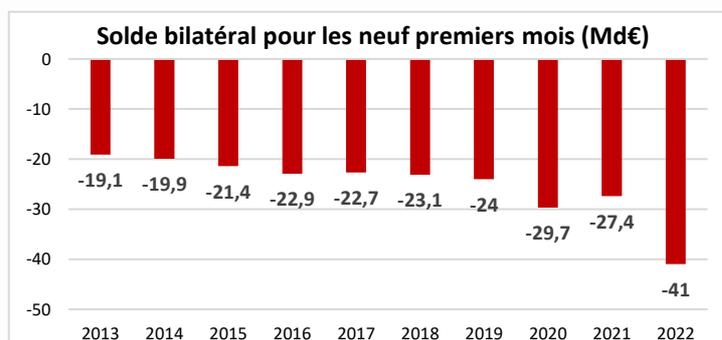
Forte hausse des échanges commerciaux avec la Russie



Importations CN de RU en septembre 2022			variation		part de marché russe	
	Part imports	M\$	valeur	volume	%	évol. 1 an
Total	100%	10 656	+55,2%	nd	4,5%	+1,6%
Pétrole brut	44,3%	4 724	+50,9%	+21,5%	16,4%	+1,8%
Gaz de pétrole	13,9%	1 481	+161,0%	-34,0%	16,0%	+7,5%
Gaz naturel (liquéfié)	9,7%	1 033	+150,2%	+29,6%	19,0%	+8,8%
Charbon	9,1%	972	+28,4%	+11,8%	37,0%	+26,2%
Biens métallurgiques et métalliques	8,6%	921	+94,5%	nd	4,4%	+1,8%
Gaz naturel (gazeux)	3,9%	441,4	+170,2%	nd	22,5%	+9,0%

Commerce bilatéral : hausse du déficit bilatéral sur les neuf premiers mois 2022 (source : douanes chinoises)

- **Les exportations françaises de biens vers la Chine ont baissé** sur les neuf premiers mois de 2022 (-7,4 % en g.a. à 16,7 Mds EUR), après avoir fortement augmenté l'an dernier (+55,8 % en g.a. sur la même période en 2021 dans un contexte de reprise). Les ventes du secteur aéronautique ont chuté (-23,2 % à 2,5 Mds EUR) et ne représentent plus que 15 % des exportations vers la Chine (à comparer à 34 % sur la même période en 2019). Les ventes du secteur agricole et agroalimentaire ont également baissé (-14,8 % en g.a. à 2,6 Mds EUR) du fait notamment de la forte baisse des ventes de produits de l'élevage (-39,0 % à 430 MEUR) et de viande (-46,6 % en g.a. à 190 MEUR). Les exportations françaises de produits de luxe^[1] restent stables (+1,1 % en g.a. à 4,7 Mds EUR en 2022 contre 2,2 Mds EUR sur les neuf premiers mois de 2019).
- **Les importations françaises de biens chinois ont quant à elles fortement augmenté** : +25,8 % en g.a. à 43,1 Mds EUR du fait des achats de produits informatiques et électroniques (+19,3 % en g.a. à 15,5 Mds EUR ; +16,5 % en g.a. à 4,7 Mds EUR pour les ordinateurs) et d'équipements électriques et ménagers (+34,8 % en g.a. à 9,1 Mds EUR). Les importations de produits chimiques (+97,3 % en g.a. à 2,5 Mds EUR) ont également enregistré une forte hausse.
- **Le déficit bilatéral de la France devrait se creuser cette année** : il a atteint 41,0 Mds EUR sur les neuf premiers mois, à comparer à 27,4 Mds EUR sur la même période en 2021.

**Echanges de biens entre la France et la Chine de janvier à septembre 2022 :**

	Montant (M€)	Evolution en g.a.
Echanges totaux	74 345	+17,3 %
Exportations françaises	16 658	-7,4 %
Chimie, parfums, cosmétiques	2 866	+5,3 %
Matériel de transport	2 721	-21,8 %
Agricole et agroalimentaire	2 578	-14,8 %
Importations françaises	57 686	+27,0 %
Informatique, électronique	15 543	+19,3 %
Textile, habillement, chaussures	8 632	+28,6 %
Equip. électriques et ménagers	9 121	+34,8 %
Balance commerciale	-41,0 Md€	Augmentation du déficit de 49,6 % (+13,6 Md€)

[1] Boissons, parfums, cosmétiques, cuir, bagagerie, bijouterie, joaillerie et objets d'art

Relations Chine-Canada : le gouvernement canadien ordonne à trois sociétés chinoises de se départir de leurs investissements dans des mines de lithium

Le 2 novembre, le gouvernement fédéral canadien a publié [un communiqué](#) ordonnant à trois investisseurs chinois (deux basés à Hong Kong et un à Chengdu) de céder leurs parts dans des entreprises canadiennes de minéraux critiques (lithium). Selon le communiqué : « *Sinomine (Hong Kong) Rare Metals Resources Co., Limited doit se départir de son investissement dans Power Metals Corp [Vancouver] ; Chengze Lithium International Limited [Hong Kong] doit se départir de son investissement dans Lithium Chile Inc. [Calgary] ; et Zangge Mining Investment (Chengdu) Co., Ltd. doit se départir de son investissement dans Ultra Lithium Inc. [Vancouver]* ».

Le ministre canadien de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie François-Philippe Champagne a assuré que « le Canada continuera d'accueillir les investissements étrangers directs, mais agira de manière décisive dans le cas d'investissements constituant une menace pour notre sécurité nationale et nos chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques, au pays comme à l'étranger. ».

Outre le lithium, le Canada dispose d'importantes réserves de nickel et de cobalt, essentiels pour la transition énergétique.

Le MOFCOM [a répondu](#) en accusant le Canada d'abuser du concept de sécurité nationale et de créer des obstacles artificiels aux investissements étrangers, portant atteinte à la stabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales de minéraux.

ALE : la Chine et le Salvador envisagent un potentiel accord de libre-échange

Le 10 novembre, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) [a annoncé](#) que « la Chine et le Salvador souhaitent entamer le processus de négociations d'un accord de libre-échange (ALE) le plus tôt possible, et travailler ensemble pour achever les formalités dans les meilleurs délais ». Le jour même, le président salvadorien Nayib Bukele [a déclaré sur Twitter](#) que son pays allait « signer un ALE avec la Chine ».

Le Salvador n'a établi des relations diplomatiques avec la Chine qu'en 2018, après avoir rompu ses liens diplomatiques avec Taïwan. En 2021, les échanges de biens entre la Chine et le Salvador ont atteint 1,7 Md USD (+95 % par rapport à 2017) ; l'excédent bilatéral chinois s'est élevé à 1,3 Md USD (*source : douanes chinoises*).

Pour rappel, la Chine dispose actuellement de trois ALE bilatéraux avec des pays d'Amérique latine, dont le Costa Rica, le Pérou et le Chili¹ ; elle envisage la signature d'ALE avec le Panama, l'Équateur et l'Uruguay².

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

¹ La Chine dispose de 12 autres ALE bilatéraux avec : Singapour, le Cambodge, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Maldives, l'île Maurice, la Suisse, l'Islande, la Géorgie, et l'ASEAN.

² Voir le site officiel du MOFCOM : <http://gjs.mofcom.gov.cn/article/fta/md/>

Industrie et numérique

Automobile : Renault et Geely s'associent dans le cadre d'une *joint-venture* mondiale sur la motorisation thermique

Le 8 novembre, Renault a [annoncé](#) la signature d'un accord-cadre avec le groupe automobile chinois Geely afin de créer « un nouveau leader mondial pour développer, produire et fournir les meilleurs groupes motopropulseurs hybrides et thermiques à haute efficacité énergétique ». Renault et Geely détiendront chacun 50 % des parts de la nouvelle société, baptisée « Horse », qui comprendra 17 usines mécaniques de moteurs et transmissions et 5 centres de R&D répartis sur 3 continents, avec environ 19 000 employés au total, pour servir 130 pays. Le communiqué précise que « la nouvelle société pourra accueillir de nouveaux partenaires ou actionnaires » et que la finalisation du projet devrait aboutir en 2023. Cette annonce intervient alors que Renault a [officialisé](#) sa réorganisation autour de 5 business ciblés, dont « Power » qui regroupera les activités thermiques et hybrides du groupe (notamment les moteurs et transmissions dans la nouvelle entité « Horse »).

Pour rappel, Geely est un constructeur privé basé à Hangzhou, propriétaire de Volvo et actionnaire minoritaire de Daimler. La collaboration du groupe avec Renault n'est pas nouvelle : en août 2021, les deux entreprises avaient annoncé la création d'une coentreprise pour les véhicules hybrides et électriques. Selon [le mémorandum d'entente](#) (MoU) signé à cette occasion, les véhicules de Renault seraient vendus en Chine en utilisant les capacités de production de Geely, tandis que Renault se concentrerait sur le marketing et la vente dans le cadre de sa stratégie de *Renaultion Plan* visant à renforcer le positionnement de la marque en Asie. Parallèlement, des véhicules hybrides sous la marque Lynk & Co de Geely seraient introduits en Corée du Sud, où Renault dispose d'une présence historique. Dans le cadre de ce partenariat, Geely est entré au capital de la filiale coréenne de Renault à hauteur de 34 % en mai 2022 ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 9 mai 2022](#)).

Cybersécurité : dans son édition 2022 du *Digital Defense Report*, Microsoft affirme que les cybercapacités offensives de la Chine se sont améliorées

Le 4 novembre, Microsoft a publié son [édition 2022](#) du *Digital Defense Report*, où il est affirmé que les cybercapacités offensives de la Chine se sont améliorées depuis l'adoption de nouvelles régulations obligeant la divulgation des vulnérabilités cyber aux autorités. Selon Microsoft, la loi chinoise « pourrait » permettre au gouvernement d'exploiter ces vulnérabilités à des fins militaires. Pour mémoire, l'Administration chinoise du cyberspace (CAC), le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT) et le ministère de la Sécurité publique (MPS) ont présenté en juillet 2021 une [notification](#) conjointe, obligeant les entreprises présentes en Chine à révéler toute faille de cybersécurité au MIIT sous deux jours³. Ce texte interdit formellement de révéler ces vulnérabilités publiquement ou à toute partie tierce, notamment étrangère, ce qui a conduit [certains analystes](#), dès sa publication, à la conclusion que le gouvernement chinois pourrait utiliser ces informations pour développer des capacités offensives.

Le rapport de Microsoft estime que les acteurs basés en Chine sont « particulièrement compétents » pour développer des attaques de type « zero-day », consistant à exploiter des vulnérabilités logicielles détectées par

³ Fin 2021, Alibaba a été [sanctionné](#) pour non-respect de cette règle.

les cybercriminels avant que le fournisseur n'en ait connaissance. Toujours d'après le rapport, la Chine aurait intensifié ses cyberattaques d'espionnage et de vol d'informations afin de contrer les tentatives des Etats-Unis d'accroître leur influence en Asie du Sud-Est.

Le renforcement de l'industrie de la cybersécurité figure parmi les priorités des autorités chinoises. Un plan ambitieux avait été dévoilé à cette fin en 2021, avec pour objectif d'atteindre un chiffre d'affaires total de 38,6 Mds USD d'ici 2023. La construction du [Centre National pour la Cybersécurité](#) à Wuhan témoigne également de la volonté de renforcer les capacités nationales en la matière via la formation de talents et en favorisant l'intégration des ressources civiles et militaires.

Semi-conducteurs : l'Allemagne bloque le rachat de deux entreprises par des investisseurs chinois, tandis que la Chine pourrait bloquer deux fusions d'entreprises étrangères dans le secteur

Le 9 novembre, le gouvernement fédéral allemand a mis son [veto](#) à deux rachats d'entreprises domestiques de semi-conducteurs par des investisseurs chinois : (i) le rachat d'Elmos par le suédois Silex Microsystems AB appartenant à 100 % au groupe chinois Sai Microelectronics ; (ii) le rachat d'ERS Electronic par une entreprise chinoise dont le nom n'a pas été révélé. Le ministre de l'Economie, Robert Habeck, a mis en avant un risque de fuite de technologie et la nécessité de « protéger la souveraineté technologique et économique de l'Allemagne et de l'Europe ». Cette décision arrive deux semaines après l'autorisation contestée d'une prise de participation de l'armateur chinois Cosco dans le port de Hambourg ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 24 octobre 2022](#)). Plus généralement cette année, selon la [presse](#), 261 contrôles d'IDE auraient été réalisés en Allemagne dont 35 pour des acquéreurs chinois parmi lesquels la moitié seraient encore en cours d'évaluation.

Côté chinois, l'autorisation de deux fusions d'entreprises étrangères dans le secteur des semi-conducteurs par l'Administration d'Etat pour la régulation du marché (SAMR) semble [compromise](#), bien que les décisions finales n'aient pas encore été rendues. Il s'agit de l'acquisition de Silicon Motion (Taiwan) par MaxLinear (Etats-Unis) d'une part, et de l'acquisition du de Tower Semiconductor (Israël) par Intel (Etats-Unis) d'autre part. Pour rappel, toute entreprise atteignant un seuil de chiffre d'affaires de 55 M USD en Chine est soumise à l'examen de la SAMR pour de telles opérations. Il est possible de fusionner sans l'approbation de la SAMR, mais les autorités chinoises peuvent imposer des restrictions en conséquence (qui pourraient consister en la limitation des ventes d'Intel en Chine, sachant que ce marché représente 30 % du chiffre d'affaires de l'entreprise américaine). La décision des autorités chinoises de refuser l'acquisition de nouvelles entreprises par deux sociétés américaines, s'inscrit dans un contexte où les Etats-Unis ont récemment renforcé leur politique de contrôle export vis-à-vis de la Chine dans le secteur des semi-conducteurs ([voir brèves du SER de Pékin- semaine du 10 octobre 2022](#)).

Gouvernance cyber : la Chine publie un livre blanc sur la création d'une « communauté de destin partagé dans le cyberspace », également thème central de la World Internet Conference de Wuzhen

Ce [livre blanc](#), publié par le bureau d'information du Conseil des affaires de l'Etat, reprend sans surprise la majorité des positions connues de la Chine en ce qui concerne la « cyber-souveraineté », la gouvernance d'internet et le contrôle des contenus.

A travers ce document, la Chine s'emploie en premier lieu à exposer ses valeurs numériques, et à définir à travers elles la notion de « communauté de destin partagé dans le cyberspace » (网络空间命运共同体). Elle s'attache par la suite à développer en détail la liste de ses réussites en matière numérique, à la fois en termes de développement d'infrastructures, de développement de l'économie numérique (accès à internet, éradication de la pauvreté), de régulation de ce secteur (normes de cybersécurité, données, réglementation des plateformes, lutte contre la cybercriminalité et l'utilisation du numérique à des fins terroristes et contrôle des contenus). Une troisième partie est dédiée à exposer les nombreuses façons dont la Chine contribue à l'établissement d'une telle communauté de destin partagée internationale avant enfin de proposer les priorités à poursuivre pour réaliser cet objectif.

La définition du concept de « communauté de destin partagé dans le cyberspace » insiste sur le développement économique par le biais du numérique, sur le prérequis qu'est la sécurité, sur l'ouverture et la coopération et sur le maintien de l'ordre en ligne. Sous cette définition globale apparaît néanmoins rapidement une revendication chinoise principale : le respect de la « cyber-souveraineté », autour de laquelle Pékin souhaite établir un consensus international et qui peut se traduire comme la suprématie de l'Etat à la fois sur le plan intérieur et extérieur en matière numérique. Sans citer explicitement les Etats-Unis, les autorités chinoises y affirment à plusieurs reprises leur opposition à toute cyber-hégémonie, à la « mentalité de guerre froide », aux jeux à somme nulle et aux doubles standards. Elles rejettent également toute politisation des questions cyber et protectionnisme.

En parallèle, l'édition annuelle de la [World Internet Conference \(WIC\)](#), qui se présente désormais comme une « organisation internationale », s'est ouverte à Wuzhen sur ce même thème. Malgré une visibilité en recul, notamment à l'international, celle-ci a été saluée par une lettre de félicitations de Xi Jinping. Après le discours inaugural de Zhang Rongwen, directeur de l'Administration chinoise du cyberspace (CAC), dans lequel celui-ci a notamment souligné l'impotrance du développement numérique pour la « prospérité commune », plusieurs représentants d'entreprises chinoises (Alibaba, Huawei, Hikvision...) et étrangères ont pris la parole pour témoigner de leur attachement au marché chinois, et incidemment leur soutien aux politiques gouvernementales malgré un contexte difficile pour l'économie numérique. Zhang Yong (CEO d'Alibaba) a ainsi souligné la contribution de son groupe aux initiatives favorisant « un développement de qualité, pour une croissance plus inclusive » tandis que Chuck Robbins (CISCO) a insisté sur « l'importance du 20^{ème} congrès pour la modernisation de la Chine » et appelé au renforcement de la coopération sino-américaine.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Industrie aéronautique : COMAC annonce une commande de 300 C919 lors de la 14e édition du Salon aéronautique de Zhuhai, marquée par les restrictions sanitaires

La 14e édition du Salon international de l'aviation et de l'aérospatial de Chine s'est tenue du 8 au 10 novembre dans la ville de Zhuhai, dans le sud de la Chine. La présentation du monocouloir C919 de COMAC, tout juste certifié par la CAAC, était le principal événement du salon. La fréquentation de l'évènement – qui constitue pourtant le principal rendez-vous asiatique de l'industrie aéronautique – a par ailleurs [largement souffert](#) des contraintes de déplacement liées à la politique zéro-COVID.

Aux restrictions à l'entrée du territoire chinois limitant la participation aux seules entreprises établies en Chine (comme c'était déjà le cas lors de l'édition 2020 du salon, reportée en 2021), se sont ajoutées des limitations d'accès au salon pour les personnes en provenance de zones identifiées comme à risque au sein du territoire chinois. En particulier, l'émergence de cas positifs à Canton ainsi que dans différents quartiers de Pékin dans les jours précédant l'ouverture du salon ont contraint plusieurs officiels et industriels à limiter, voire à annuler leur participation. Certains participants ont par ailleurs été placés en quarantaine à leur arrivée à Zhuhai. La plupart des événements organisés en marge du salon ont été annulés par les organisateurs.

COMAC est le seul avionneur à avoir [annoncé de nouvelles commandes](#) à l'occasion du salon, avec 300 commandes de C919 et 30 commandes d'ARJ21 par 7 sociétés de leasing chinoises. La formulation du communiqué de presse de COMAC laisse à penser que les commandes de C919 sont fermes, bien que cette information ne soit pas confirmée par la presse internationale. Par ailleurs une partie de ces appareils figurerait déjà dans le paquet de 815 commandes dont fait état COMAC depuis 2018 (le nombre exact de commandes nouvelles n'a pas été divulgué).

Le C919 a effectué sa première sortie aérienne publique mardi 8 novembre, au cours de la cérémonie d'ouverture du salon. Cet avion moyen-courrier, développé par COMAC afin de concurrencer Airbus et Boeing, a obtenu sa certification de type de l'administration de l'aviation civile chinoise au mois de septembre 2022. Parmi les aéronefs chinois présentés lors de la cérémonie d'ouverture figuraient aussi l'avion amphibie de lutte contre les incendies AG600M, l'avion ravitailleur YU-20 ainsi que les chasseurs furtifs J-20.

Le constructeur français [ATR a annoncé](#) l'obtention de la certification (VTC) de l'administration chinoise de l'aviation civile pour son avion régional ATR 42-600, au terme d'une procédure de 6 ans. L'ATR 42-600 peut donc désormais accéder au marché chinois, dont il évalue le besoin à 280 turbopropulseurs neufs dans les 20 prochaines années. L'entreprise a annoncé avoir reçu 3 commandes ferme de la part d'un opérateur chinois n'ayant pas souhaité être identifié.

[Airbus](#) a de son côté annoncé lors du salon avoir débuté la production d'appareils A321 sur sa chaîne d'assemblage finale de Tianjin, avec une première livraison prévue au début de l'année prochaine. L'entreprise a, par ailleurs, signé des contrats de maintenance avec la compagnie Spring Airlines pour sa flotte d'A320, ainsi qu'avec la société Guangzhou Aircraft Maintenance Engineering (GAMECO). Airbus a également signé un contrat de services avec la compagnie Shenzhen Airlines ainsi qu'un accord de coopération technique avec la compagnie Hangyu Jiatai pour le développement de solutions cabine.

[Boeing](#) a annoncé la signature d'un protocole d'accord de vente pour un avion Boeing 737-800 BCF avec une société de leasing chinoise. L'entreprise américaine a, en outre, signé un accord de coopération avec COMAC dans le domaine du développement durable, ainsi que des contrats de services avec les opérateurs chinois d'aviation d'affaires Lily Jet San Marino et Asia Business Aviation.

[Safran](#) a signé un contrat pour la commercialisation d'une solution de connectivité en vol basée sur la technologie 5G ATG avec l'entreprise Airland Interconnect. L'équipementier français a également contractualisé avec l'entreprise Huaxia Yuntian Aero Engine Maintenance pour la fourniture d'un banc d'essais moteurs de la série CF32. Sa filiale Safran Seats a signé un contrat pour la fourniture de sièges cabine pour la compagnie China Eastern Airlines.

CFM international (coentreprise 50/50 entre Safran Aircraft Engines et General Electric) a signé avec COMAC une intention d'achat concernant le moteur LEAP-1C et sa nacelle, sans fournir plus de détails, ainsi qu'un contrat de services avec la compagnie China Southern Airlines.

[Thales](#) a signé des contrats de maintenance avec les sociétés Sichuan Haite High-Tech et Guangzhou Aircraft Maintenance Engineering.

Le motoriste américain [GE](#) a signé un contrat de services avec l'entreprise HAECO Engine Services pour la maintenance des moteurs CF34-10A.

Environnement : CoP14 Ramsar sur les zones humides : discours de Xi Jinping, « Déclaration de Wuhan » et incident de traduction

La 14^e session de la Conférence des Parties contractantes à la Convention RAMSAR sur les zones humides (CoP14) se déroule du 5 au 13 novembre à Wuhan (Chine) et Genève (Suisse). Bien que la Chine assume la présidence de la CoP14, les négociations se font à Genève en présence des représentants des Parties, en raison des restrictions Covid en vigueur en Chine. Pour rappel, la Convention de Ramsar sur les zones humides est un traité intergouvernemental adopté en 1971 à Ramsar en Iran, et entré en vigueur en 1975, regroupant 172 pays à ce jour.

[La CoP14](#) est l'occasion de réaffirmer l'urgence de mettre en œuvre les principes de la Convention sur les zones humides : conserver, restaurer et veiller à l'utilisation rationnelle des zones humides. Les enjeux abordés lors de cette CoP14 sont les suivants :

- Le renforcement de l'efficacité de la Convention, et l'articulation avec les accords climat et biodiversité ;
- L'adoption de 16 projets de résolution, dont un sur le cadre de préparation du nouveau Plan stratégique qui sera entériné à la prochaine CoP ;
- L'adoption de la « Déclaration de Wuhan », à l'initiative de la Chine, qui déplore la perte d'écosystèmes irremplaçables, et réaffirme l'urgence pour les Parties de mettre en œuvre la Convention, en articulation avec les autres accords environnementaux multilatéraux.

La première journée a été marquée par un discours vidéo de Xi Jinping appelant à renforcer l'action globale pour protéger les zones humides et à améliorer les mécanismes et plateformes de coopération. Xi Jinping s'est engagé à promouvoir la coopération sur les routes migratoires des oiseaux, à construire un centre international de mangroves à Shenzhen et à mettre en place un plan national de conservation des zones humides, ainsi que des projets majeurs de conservation. Pour rappel, la Chine a adopté en décembre 2021 une Loi sur la Protection des Zones Humides, entrée en vigueur en juin 2022 ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 23 mai 2022](#)) et abrite 64 sites Ramsar ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 31 août 2020](#)).

Le début de la CoP a cependant été terni par un incident lié aux discours des représentants français (le Consul Général à Wuhan) et slovène (l'ambassadrice de Slovénie) : la partie de leurs discours évoquant les conséquences de la guerre en Ukraine sur les zones humides n'a pas été traduite par les interprètes officiels de la CoP et a été remplacée par des propos sans lien avec ce que les représentants ont effectivement prononcé.

Climat : lors de la CoP 27, la Chine réaffirme ses engagements climatiques

La CoP 27 de la Convention-cadre sur les changements climatiques s'est ouverte le 6 novembre à Charm el-Cheikh en Egypte. La délégation chinoise est présidée par le vice-Ministre de l'Ecologie et de l'Environnement, M. ZHAO Yingmin, et est accompagnée par l'envoyé spécial pour le climat, M. XIE Zhenhua, au rang de ministre. En plus de l'enjeu de l'atténuation des émissions, cette 27^e convention fait la part belle aux questions d'adaptation au changement climatique, de finance climat et, de façon plus inédite, à la notion de « pertes et préjudices » (*loss and damages*) qui traite des conséquences irréversibles du changement climatique.

Sur ce dernier point, la position chinoise reste ambiguë : alors que Xie a annoncé soutenir les revendications des pays en développement et vouloir contribuer (« *It is not the obligation of China but we are willing to make our contribution and make our effort* »), un porte-parole de la délégation chinoise a précisé que cette contribution ne serait pas d'ordre financier. Cet enjeu des pertes et préjudices place la Chine dans une situation paradoxale : d'un côté officiellement « pays en développement » elle devrait pouvoir bénéficier du support d'un tel mécanisme, mais de l'autre premier émetteur mondial elle devrait y contribuer. Pour mémoire, le plan annuel sur le climat publié par le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement fin octobre comprenait un chapitre dédié à la COP27, mais qui éludait cette question (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 31 octobre 2022](#)).

Alors que la coopération climatique avec les Etats-Unis a été arrêtée de façon unilatérale suite à la visite de Nancy Pelosi à Taïwan, Xie Zhenhua a tenu un entretien informel avec son homologue John Kerry. Cependant, aucune des deux parties n'a annoncé de redémarrage de la négociation.

Sur la question des émissions de méthane, explicitement exclues de l'objectif de pic des émissions avant 2030 (qui ne couvre que les émissions de CO₂), mais jamais explicitement incluses ou exclues du périmètre de l'objectif de neutralité avant 2060, le représentant s'est contenté de rappeler qu'un plan dédié à ce sujet était en préparation par les autorités chinoises. Ce plan avait déjà été annoncé de longue date (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 29 mars 2021](#)). Pour rappel, la Chine n'a pas rejoint le *Global Methane Pledge* qui prévoit la baisse de 30% des émissions de méthane d'ici 2030.

Enfin, sur la question des finances climat, le discours de Xie Zhenhua a sans surprise appelé les pays développés à tenir leur promesse de 100 Mds USD en faveur des pays en développement ainsi qu'à établir une feuille de route pour doubler le financement de l'adaptation.

Energie : exclusion des ressources fossiles utilisées comme matières premières du système de contrôle de consommation d'énergie

Le 27 octobre 2022, la Commission Nationale du Développement et de la Réforme (NDRC) et le Bureau National des Statistiques (NBS) ont [publié](#) une notice indiquant que la consommation de ressources énergétiques (charbon, pétrole, gaz) en tant que matières premières dans les processus pétrochimiques et carbochimiques (c'est-à-dire utilisées pour faire des produits non énergétiques) ne seront pas prises en compte dans les quotas de consommation d'énergie totale. Cette décision avait en réalité déjà été évoquée dans le cadre du travail sur le système de « double contrôle » de la consommation d'énergie pendant la Conférence Centrale sur le Travail Economique ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 13 décembre 2021](#)) et avait été entérinée dans le [14^e plan quinquennal sur la conservation de l'énergie et les réductions d'émissions](#) en janvier 2022.

Cette décision, qui abaissera statistiquement la consommation énergétique de la Chine (de [5 à 10% selon certains observateurs](#)), présente le risque de déréguler la consommation de ressources fossiles par les industries pétrochimiques et carbochimiques. La notice évoque ce risque et rappelle que les industries « doivent se conformer aux politiques existantes en matière de décarbonation et de contrôle des émissions ».

Ville durable : troisième séminaire du club ville durable à Shanghai sur le thème de la résilience urbaine

Le troisième séminaire annuel du club ville durable s'est tenu le 8 novembre dernier à Shanghai sur le thème de la « résilience urbaine face aux conditions extrêmes », rassemblant un public d'entreprises et d'officiels chinois et français. Le séminaire a été introduit par M. Laurent Bili, ambassadeur de France en Chine, qui a rappelé les épisodes de chaleur que nos deux pays ont traversé, pour mieux souligner l'importance de l'adaptation aux changements climatiques.

La suite des échanges a permis des regards croisés entre acteurs chinois et entreprises françaises. La thématique a été abordée sous plusieurs angles : infrastructures, mobilité, parcs industriels et cas pratiques sur des études de villes chinoises. Les échanges ont été clôturés par la vice-administratrice du bureau de promotion et d'investissement de la province du Yunnan.

Le club ville durable (« French Eco-City Club ») rassemble plus de 40 entreprises françaises implantées dans le domaine de la ville durable et vise à promouvoir l'expertise française en Chine, sur l'ensemble de ces secteurs.

Industrie : publication du plan d'atteinte du pic de carbone pour les matériaux de construction

Le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE), le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information et le ministère du Logement et du Développement urbain et rural ont [publié](#) le plan d'action

d'atteinte du pic de carbone pour le secteur des matériaux de construction. Le plan d'action fixe un objectif d'atteinte du pic d'ici 2030, s'alignant ainsi sur l'objectif général. Cependant, cet objectif est moins ambitieux que la proposition faite par l'association des industriels d'un pic d'ici 2023 pour le ciment et d'ici 2025 pour l'ensemble du secteur (voir [brèves du SER de pékin de la semaine du 5 septembre 2022](#)).

Ce secteur très émetteur était le principal moteur de la baisse des émissions de CO₂ au premier trimestre 2022 en Chine suite au ralentissement du secteur immobilier chinois (voir [brèves du SER de pékin de la semaine du 30 mai 2022](#)).

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : 5^{ème} Foire internationale des importations de Chine (CIIE)

La 5^{ème} exposition internationale des importations de Chine (CIIE) s'est tenue à Shanghai du 5 au 10 novembre. Comme pour l'édition 2020 et 2021, celle-ci a été ouverte par un discours du président Xi Jinping prononcé en visioconférence. Selon les communications officielles, les performances de la 5^{ème} CIIE dépassent celles de l'année 2021 : 145 pays, régions et organisations internationales venant de pays développés et en développement auraient participé à cette édition. S'agissant des visiteurs, la fréquentation semble avoir été impactée à la baisse par les mesures sanitaires strictes de la politique zéro-covid. En revanche, de l'avis des entreprises participantes, la présence médiatique était cette année de niveau équivalent à celle de 2021.

Le Forum économique de Hongqiao, volet politique de l'évènement, s'est concentré sur le thème de l'ouverture, avec pour objectif de « stimuler les nouvelles opportunités de coopération et de développement ». Le forum était divisé en trois sections : "Ouverture et moyen d'action", "Ouverture et gouvernance" et "Ouverture et partage" et 24 [sessions thématiques](#). Le discours pré-enregistré du président du Conseil Européen Charles Michel, qui aurait dû être présenté lors de la cérémonie d'ouverture du forum de Hongqiao sur requête des organisateurs et des autorités, a finalement été déprogrammé.

Les 6 espaces d'expositions ont mis en avant les thématiques suivantes : produits alimentaires et agricoles, automobile, industrie intelligente et technologies de l'information, biens de consommation, équipements médicaux et produits de santé, ainsi que le commerce des services. En plus de ces espaces, la foire a également consacré une zone spéciale aux zones pilotes d'incubation pour l'innovation. Cette édition de la CIIE a communiqué en particulier sur l'importance des technologies numériques et des objectifs de neutralité carbone. La France était représentée par une centaine d'entreprises exposantes dans les 6 catégories sectorielles, dont un pavillon agroalimentaire « Taste France » organisé par Business France.

Shanghai : création d'une alliance industrielle pour la construction d'une ville à faible émission de carbone

Le 7 novembre, en marge de la Foire internationale des importations de Chine (CIIE), une [alliance industrielle](#) pour la ville verte à faible émission de carbone de Shanghai a été créée. Cette alliance, qui s'appuiera sur le district de Xuhui, aurait été principalement initiée par des entreprises et des établissements d'enseignement supérieur pour renforcer l'innovation et l'intégration des nouvelles technologies, matériaux, équipements et nouvelles énergies pour promouvoir le développement des industries vertes. A cet effet, le district de Xuhui a été choisi pour devenir « un haut lieu industriel vert et à faible émission de carbone de classe mondiale ».

À l'heure actuelle, le district de Xuhui met en avant la présence sur son territoire de pôles industriels haut de gamme, notamment dans les domaines de l'écologie et de la réduction des émissions de carbone, de l'économie numérique, de la vie et de la santé. Le district rassemble notamment un certain nombre d'entreprises de premier plan et compte plusieurs établissements d'enseignement supérieur, tels que l'université Jiaotong de Shanghai et l'université des sciences et technologies de l'Est de la Chine. Ces deux établissements exercent une influence dans les domaines de la recherche et de l'application des nouvelles énergies, de la conservation de l'énergie et de la protection de l'environnement, des essais et de l'inspection.

Shanghai : nouvelles mesures pour améliorer l'environnement des affaires

Shanghai a annoncé plusieurs mesures visant à améliorer l'environnement des affaires de la ville. Un certain nombre de ces mesures s'adressent également aux entreprises étrangères.

Le gouvernement municipal de [Shanghai](#) a récemment révisé le règlement visant à encourager les multinationales à établir des sièges régionaux dans la ville. Le document ajuste les [critères](#) de reconnaissance des sièges et renforce les initiatives de soutien aux sièges sociaux des entreprises. En particulier, afin d'accélérer le développement des sièges sociaux, la Banque populaire de Chine (PBoC) à Shanghai et la branche de Shanghai de l'Administration nationale des échanges de devises (SAFE) fourniront aux sièges des entreprises des services d'appariement pour la création de pools de capitaux transfrontaliers, permettant la mise en commun et la facilitation des opérations financières en monnaies nationale et étrangère. Le [règlement](#), qui entre en vigueur le 1er novembre 2022, aura une durée de validité jusqu'au 31 octobre 2027.

En ligne avec cette révision, les quartiers de Hongqiao et de Huangpu mettent en œuvre des projets de développement pour attirer les sièges de multinationales. Ainsi, le quartier central international des affaires de [Hongqiao](#) devrait approfondir les mesures de réforme et d'ouverture pour stimuler les échanges extérieurs, et continuer à servir de zone de démonstration pour la stratégie nationale de développement intégré de la région du delta du Yangtsé. Le district de [Huangpu](#) devrait de son côté se concentrer sur le commerce et l'innovation. Une zone pilote de commerce d'importation à l'échelle nationale y a notamment été créée pour optimiser l'environnement des affaires, stimuler le commerce d'importation, les secteurs des services et la consommation.

Anhui : zone nationale de démonstration pour la supervision des places de marché en ligne à Hefei

Le Bureau général de l'Administration d'État de la supervision du marché a accepté la création d'une zone de démonstration pour la supervision des places de marché en ligne à [Hefei](#). Cette zone aura pour but de superviser ces places de marché afin d'encadrer le développement de l'économie numérique dans ce domaine.

La ville de Hefei dispose déjà d'une maturité dans l'économie numérique en tant que centre scientifique national et zone pilote nationale pour le commerce électronique transfrontalier. D'autre part, Hefei compte également plusieurs parcs industriels, dont l'un se concentrant sur l'économie numérique à Shushan. En 2021, Hefei a atteint un volume de ventes au détail en ligne de 116 992 Mds CNY, soit une augmentation de 20,3% en glissement annuel, supérieure au taux de croissance national (+6,2 %).

Delta du Yangtsé : point sur l'intégration du delta du Yangtsé

[L'indice d'intégration YRD](#) 2022, mesure standard de l'intégration de la région créée par l'Académie chinoise d'urbanisme et l'agence de presse Xinhua en 2018, publié depuis deux ans en marge de la CIIE, s'élève à 192,56 points, contre 178,9 en 2021. Il marque en 2022 un taux de croissance de 6,49 %, le plus rapide de ces trois dernières années. L'activité économique du delta représentait 24,1 % du PIB de la Chine en 2021, avec une part de la production industrielle représentant 25,6 % du PIB de la région.

Par ailleurs, le 8 novembre, s'est tenue la [conférence](#) sur le développement de haute qualité du « Corridor d'innovation scientifique et technologique G60 du delta du Yangtsé ». Ce corridor se veut être une plateforme de convergence de l'innovation favorisant l'écosystème régional. Afin d'accélérer l'intégration de la zone, de nombreux projets d'infrastructures ont été lancés, notamment la première phase de construction de la [ligne à grande vitesse](#) Shanghai-Nankin-Hefei, prolongeant la ligne Shanghai-Chongqing-Chengdu (Huyurong). Cette ligne devrait favoriser un accès rapide et direct aux villes situées le long du fleuve Yangtsé.

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong

Secteur de la santé : Sanofi signe un partenariat de recherche avec la société hongkongaise de biotechnologie Insilico Medicine

La société hongkongaise Insilico Medicine, spécialisée dans intelligence artificielle (I.A) appliquée à la recherche pharmaceutique, a annoncé le 8 novembre avoir signé un partenariat de recherche stratégique avec l'entreprise française Sanofi. Cette dernière versera initialement 21,5 M USD à Insilico afin de bénéficier de sa plateforme de recherche basée sur l'I.A, ainsi que de l'expertise de ses équipes. En cas d'atteinte de certains objectifs de recherche prédéterminés, le montant total versé par Sanofi à Insilico pourrait atteindre 1,2 Mds USD.

Fintech : le régulateur hongkongais accorde une nouvelle licence d'exploitation de plateforme d'échange d'actifs virtuels pour la première fois depuis 2020

Hash Blockchain, filiale de la société de HashKey Group basée à Hong Kong, a reçu l'approbation du régulateur hongkongais SFC (Securities and Futures Commission) pour exploiter une plateforme d'échange d'actifs virtuels destinée aux investisseurs professionnels. Il s'agit de la 2^{ème} licence de ce type accordée à Hong Kong, près de 2 ans après l'octroi d'une licence à OSL, filiale de la société BC Technology. Cette nouvelle attribution de licence intervient peu après le Fintech Week, organisée à Hong Kong en même temps qu'un évènement de nature similaire à Singapour.

Le gouvernement de la région administrative spéciale avait raffermi son contrôle réglementaire sur les actifs virtuels (dont les crypto monnaies) ces dernières années, empruntant une trajectoire différente de celle de Singapour, son concurrent régional en la matière. Les autorités hongkongaises semblent aujourd'hui décidées à alléger à nouveau le cadre réglementaire en vigueur afin de renforcer l'attractivité de Hong Kong. Dans cette optique, une consultation sera prochainement lancée par le régulateur SFC concernant l'ouverture des plateformes d'échange d'actifs virtuels aux investisseurs particuliers hongkongais.

Covid-19 : les personnes arrivant à Hong Kong depuis l'étranger pourront se rendre dans les musées et parcs d'attractions dès leur arrivée sur le territoire à compter du 17 novembre

Le gouvernement hongkongais a annoncé un prochain allègement des restrictions en vigueur dans le cadre de la politique « 0+3 », qui interdit pour l'instant l'accès des visiteurs aux bars, restaurants, parcs d'attractions, salons de coiffure et musées (ainsi qu'à d'autres types de lieux accueillant du public) dans les 3 jours suivant leur arrivée à Hong Kong. A compter du 17 novembre, les arrivants pourront accéder aux lieux ne nécessitant pas le retrait du masque. Les parcs d'attractions, musées et salons de coiffure seront ainsi accessibles sans restrictions, les salles de sport demeurent en revanche réservées aux personnes pouvant présenter un QR Code vert.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Investissement : Taïwan développe sa relation avec les pays d'Europe centrale et occidentale

Taiwan a annoncé un investissement de [3,5 MEUR](#) dans l'entreprise lituanienne de technologie de laser ultra rapide, LITILIT, et une coopération entre l'Institut de Recherche et de Technologie Industrielle (ITRI) et le fabricant électronique [Teltonika](#). Il sera complété par deux autres investissements fin 2022 et début 2023 pour atteindre une somme totale de 10 MEUR. La Lituanie, qui a inauguré le 7 novembre, l'ouverture d'un bureau commercial à Taipei, est le premier bénéficiaire du fonds taïwanais d'investissement en Europe centrale et orientale. [Ce fonds de 200 MUSD](#), créé en mars 2022, est en premier lieu destiné à la Lituanie, la République Tchèque et la Slovaquie. Ces investissements visent à développer la production de puces dans ces pays avec le soutien d'agences publiques taïwanaises comme l'ITRI. Taiwan a également mis en place un [programme de bourse](#) pour la recherche sur les semi-conducteurs dans le but d'attirer les talents européens en mathématiques et en physique à venir se former à Taïwan.

Réserves de change : léger rebondissement en octobre 2022

La banque centrale de Taïwan (CBC) a annoncé que [les réserves de change avaient atteint 542 Mds USD fin octobre 2022](#), soit une hausse légère de 1,7 Md USD par rapport au mois précédent. Les réserves avaient accusé une chute depuis juillet dernier (plus de -7 % à la fin septembre), notamment en raison des interventions de la CBC sur le marché des changes pour stabiliser le TWD face au USD. La CBC souligne que si certaines monnaies étrangères se sont appréciées au mois d'octobre par rapport au USD, notamment la livre sterling (+4,78 %) et l'euro (+1,68 %), le TWD continue à s'affaiblir, passant de 31,868 TWD pour 1 USD début octobre à 32,185 TWD le 4 novembre. Les titres et dépôts libellés en TWD et détenus par des investisseurs étrangers ont atteint 411 Mds USD fin octobre, représentant 76 % du montant des réserves de change. Selon les statistiques récemment publiées par la FSC, [Taiwan a enregistré une entrée nette de fonds étrangers de 456 MUSD en octobre 2022](#), contre une sortie de plus de 5,5 Mds USD le mois précédent. Au cours des dix premiers mois 2022, les sorties nettes s'élèvent à 22 Mds USD.

Commerce extérieur : visite à Taïwan du ministre d'Etat britannique à la politique commerciale

[M. Greg HANDS, ministre d'État britannique en charge de la politique commerciale, s'est rendu à Taipei les 8 et 9 novembre](#) pour co-présider avec M. CHEN Chern-Chyi, vice-ministre de l'économie taïwanais, le 25ème dialogue commercial bilatéral. En dehors du suivi des sujets de l'édition précédente (agroalimentaire, pharmaceutique et Fintech), des [discussions ont été menées dans le secteur de la 5G](#) (SmartRAN Open Network Interoperability Centre, SONIC), des véhicules électriques et des semiconducteurs (partenariat entre l'ITRI et Compound Semiconductor Applications (CSA)). Par ailleurs, [Innovate UK et le département des technologies industrielles \(DOIT\) du MOEA](#) ont conclu un MoU visant à renforcer la collaboration dans les domaines de l'innovation et des technologies, y compris la mise en place par la partie britannique d'un fonds de 5 M de livres sterling pour financer des projets d'ici 2025. Le ministre britannique a également visité le ferme éolienne en mer de Formosa

2, et a rappelé la présence importante d'entreprises du RU dans le secteur des énergies renouvelables (plus d'une trentaine d'acteurs).

Commerce extérieur : 1ère réunion dans le cadre de la nouvelle initiative commerciale entre Taïwan et les Etats-Unis

Suite au lancement de l'initiative sur le commerce entre les États-Unis et Taïwan (U.S.-Taiwan Initiative on 21st-Century Trade) en juin dernier, [la première session des discussions a eu lieu les 8 et 9 novembre derniers à New York](#). Cette réunion était co-présidée du côté taïwanais, par Mme Jenni YANG, représentante adjointe du bureau des négociations commerciales (OTN), et du côté américain, par [M. Terry McCartin, assistant du représentant du représentant américain au Commerce \(USTR\)](#). La délégation taïwanaise a souligné son souhait d'échanger principalement, lors de cette première étape, sur la mise en place d'un environnement compétitif pour les investisseurs, ainsi que sur les stratégies visant à faciliter la participation des PME dans le commerce international.

Relation économique inter détroit : forum sur le développement de l'économie numérique et bas carbone au Hunan

Organisé par l'association des entrepreneurs des deux rives, un forum sur le développement de l'économie numérique et bas carbone s'est tenu le 3 novembre 2022 par liaison vidéo et en présentiel à Changsha (Hunan) et à Taipei. Il était présidé [par PAN Xianzhang](#) (directeur adjoint au Bureau des Affaires taïwanaises de la RPC) et [LIU Chao-shiuan](#) (ancien Premier ministre taïwanais KMT et actuel président de l'association). Etaient également présents, YIIN Chii-ming (ancien ministre des affaires économiques KMT taïwanais) et WANG Jiangping (vice-ministre de l'industrie et des technologies de l'information chinois). Lors de ce forum, premier échange économique inter détroit de haut niveau depuis le 20ème Congrès, un plan de développement en matière numérique et bas carbone dans les zones de coopération industrielle a été présenté. [40 projets d'investissements](#) ont été conclus, dont 24 financés par des entreprises taïwanaises pour un [montant de 38,6 Mds TWD](#).

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet

Rédacteurs : Thomas Carré, Thibault Alix, Zilan Huang, Yang Jingxia, Orhan Chiali, Baptiste Gosson-Brion, Furui Ren, Marie-Pia Lebrun, Antoine Moisson, Laureen Calcat, Julien Boudet, François Lemal, Cyril De Mesmay, Li Wei, Philippe Baudry, Florian Surre, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Chouan, Pascal Millard, Maria Girard

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : baptiste.gosson-brion@dgtresor.gouv.fr